

EXTRAIT DU RELEVÉ DES AVIS DE LA FORMATION SPÉCIALISÉE SSCT DU 30 JANVIER 2024

La formation spécialisée en matière de santé, de sécurité et de conditions de travail (SSCT) de l'Université de Picardie Jules Verne, réunie le mardi 30 janvier 2024, a émis un vote favorable aux avis (5) ci-dessous comme suit :

Détail du vote (8 votants) :

	Ne prend pas part au vote	Abstention	Pour	Contre
FSU			2	
SGEN-CFDT			1	
SNPTES-UNSA			2	
FO-ESR			2	
CGT-FERCSup			1	
Total			8	

1. Avis sur la cellule RPS

Dans les *orientations stratégiques ministérielles en matière de politique de prévention des risques professionnels dans les établissements supérieurs d'enseignement et de recherche*, de 2022, sont préconisés des « comités locaux d'intervention contre les violences sexuelles, discriminations et le harcèlement moral, et les agissements sexistes ». Depuis, a été mise en place à l'Université de Picardie ladite cellule RPS qui correspond, dans sa structure et dans ses intentions à cette recommandation validée en CHSCT ministériel.

Cependant, dans l'annexe 1 du document cité plus haut, qui précise les conditions de mise en place de ces comités, il est bien préconisé que c'est « après l'avis de la CHSCT » que le « comité local d'intervention définit ses missions, sa composition, son périmètre d'intervention et son mode de fonctionnement ».

Nous, membres de la FS-SSCT réunis le 30 janvier 2024 demandons au président de convoquer la FS-SSCT à seule fin de donner un avis sur la cellule RPS et ce, au maximum dans deux mois, ce qui correspond au délai de réponse à un avis par le président (Décret n°82-453 du 28 mai 1982 relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail ainsi qu'à la prévention médicale dans la fonction publique, article 60).

2. Avis sur les référent.e.s VDHMS et leur rôle vis-à-vis des cellules RPS et VSS

L'article 74 du décret 2020-1427 du 20 novembre 2020 relatif aux comités sociaux d'administration dans les administrations et les établissements publics de l'Etat, établit qu'il est de la compétence des formations spécialisées de « proposer des actions de prévention du harcèlement moral, du harcèlement sexuel et des violences sexistes et sexuelles ».

Afin de renforcer cette prérogative en matière de lutte contre les violences sexistes et sexuelles et toutes les formes de harcèlement et de discrimination (VDHMS), le MESR a recommandé, dans des *orientations stratégiques ministérielles en matière de politique de prévention des risques professionnels dans les établissements d'enseignement supérieur et de recherche*, datant de 2022, que soit désigné.e un.e référent.e VDHMS au sein de la FS-SSCT, parmi les représentant.e.s du personnel (OSM 2022, p.8).

Cette préconisation est rappelée page deux des OSM de 2023, ainsi que le renvoi à l'annexe 2 de l'OSM 2022, qui précise les missions du/ de la référent.e.

Parmi ces missions, il est précisé que le/la référent.e doit « être associé.e au suivi du fonctionnement et au bilan du dispositif de signalement, de traitement et de suivi des actes de VDHMS et d'agissements sexistes mis en place au sein de l'établissement » (OSM 2022, p.10).

Nous, membres de la FS-SSCT réunis le 30 janvier 2024, demandons à ce que l'établissement se mette au plus vite en conformité avec les préconisations de la tutelle en :

- 1°) organisant au plus vite la désignation du/de la référent.e VDHMS parmi les représentant.e.s du personnel de la FS-SSCT d'établissement ;
- 2°) mettant à la discussion de la FS-SSCT les dispositions que l'établissement compte prendre pour que le/la référent.e VDHMS dispose en temps et en heure de toutes les informations nécessaires au suivi du dispositif de signalement, de traitement et de suivi des actes de VDHMS et d'agissements sexistes mis en place au sein de l'établissement, notamment la cellule de veille sur les violences sexistes et sexuelles et la cellule RPS, les VDHMS constituant un ensemble de risques psycho-sociaux.

3. Nous, membres de la FS-SSCT, réunis le 30 janvier 2024, demandons à ce qu'une séance soit consacrée à la présentation du travail réalisé par les cellules RPS et VSS concernant les signalements d'agressions sexuelles.

4. Nous, membres de la FS-SSCT, réunis le 30 janvier 2024, demandons à ce que l'Université accompagne la victime de l'agression sexuelle, signalée le 28/01/2024, dans ses démarches juridiques, dépose plainte en tant qu'établissement de l'enseignement supérieur et se porte partie civile.

5. Nous, membres de la FS-SSCT, réunis le 30 janvier 2024, constatons que tous les dysfonctionnements (intrusion, exhibitionnisme d'un individu, agression de vendredi 26/01/2024) depuis la rentrée de septembre 2023 ne nous ont pas été signalés. Nous demandons qu'une enquête établisse pour quelles raisons nous n'avons pas été saisis de ces faits par les moyens appropriés. Et demandons qu'on nous fasse un état de ce qui a été mis en place en réponse à tous ces faits.

Fait à Amiens, le 31 janvier 2024

Le Président de l'Université
de Picardie Jules Verne



Pr. Mohammed BENLAHSEN